

2. — E ovvio che la designazione della parte creditrice colla dicitura : « Eredi fu Pietro ed Emilia Lucchini » altro non significa se non che tutti gli eredi Lucchini pretendono alla qualità di creditore nell'esecuzione in discorso, ma non dice punto quali siano questi creditori. E possibile che, come afferma l'Autorità cantonale, la debitrice conosca esattamente e per altre circostanze estranee all'esecuzione quali siano questi eredi : ma ciò dipende da circostanze speciali e meramente fortuite (dal fatto cioè che la debitrice è coerede della parte creditrice) e nulla muta alla questione di massima, che sta alla base del ricorso, che è quella di sapere se, intendendo una successione indivisa procedere contro un debitore, sia conforme all'art. 67 LEF che la parte creditrice si designi nel precetto esecutivo con la formola : Eredi di...

3. — La questione deve venir risolta negativamente. Anzitutto erra l'istanza cantonale ammettendo che il CCS gli eredi costituiscano un ente morale o una persona giuridica. Nel sistema del CCS gli eredi formano, fino alla divisione dell'eredità, una comunione di tutti i diritti e di tutte le obbligazioni ; essi posseggono i beni della stessa in proprietà comune e dispongono comune dei diritti inerenti alla successione ; in difetto di speciale pattuizione il diritto di disporre richiede l'unanime decisione dei proprietari (art. 602, 652 e 653 CCS ; vedi anche sentenza del Tribunale federale del 20 maggio 1915 nella causa Aarg. Kantonbank c. Schär e lite consorti). Da questa costruzione giuridica della comunione successorale secondo il CCS deriva senz'altro che la designazione della stessa in un precetto colla semplice indicazione « Eredi fu... » non corrisponde all'intento prefissosi dalla legge (art. 67 LEF), poichè non gli Eredi collettivamente hanno importanza e sostrato giuridico ma solo le singole persone che compongono la comunione. E, difatti, senza conoscere se tutti gli eredi intendono escuterlo o, eventual-

mente, solamente quali, il debitore non saprà esattamente quale sia il valore giuridico dell'esecuzione stessa, di una sua opposizione o anche di un suo riconoscimento e pagamento del credito, della veste del rappresentante degli eredi ecc. Donde la necessità che in una tale esecuzione gli eredi procedenti vengano indicati, non in maniera collettiva, ma individualmente. Si osserva poi, in via di massima, che in un procedimento esecutivo come in ogni altra procedura di diritto civile, una designazione collettiva della parte istante non è ammissibile se non ove essa formi una ragione sociale. In ogni altro caso chi intende intentare un'azione o far valere un diritto in comunione con altri, deve indicare individualmente le persone in nome delle quali il diritto viene esercitato.

pronuncia :

Il ricorso è ammesso.

#### 51. Arrêt du 6 juillet 1915 dans la cause Zurbrügg.

Participation à la saisie. Le créancier revendiquant doit requérir la participation à titre éventuel, dans le délai fixé par les art. 110 et 111 LP, sinon son droit de participation est périmé. Le délai de 40 jours prévu par l'art. 111 pour les demandes de participation des créanciers privilégiés ne se trouve pas suspendu par le procès en contestation de la revendication. Procédure à suivre lorsque la participation n'est requise qu'à titre éventuel.

A. — La Caisse d'Epargne et de Crédit du district de Delémont, en liquidation, a fait procéder, le 23 octobre 1913, à la saisie de différents objets mobiliers au préjudice de sieur Emile Zurbrügg, à Genève.

Dame Zurbrügg ayant revendiqué la propriété de tous les objets saisis au préjudice de son mari, l'Office des poursuites de Genève impartit un délai à la créancière

pour faire valoir son droit en justice, conformément à l'art. 109 LP. La Caisse d'Epargne ouvrit action en contestation de la revendication. Par arrêt du 16 avril 1915, la Cour de Justice civile de Genève admit cette action, et débouta dame Zurbrügg de sa revendication.

Se basant sur l'art. 111 LP, dame Zurbrügg demanda, en date du 15 mai 1915, de participer à la saisie pour un montant de 167 527 fr. 50 avec intérêts. L'Office écarta sa demande pour cause de tardiveté.

B. — Dame Zurbrügg porta plainte à l'autorité cantonale de surveillance contre le refus de l'Office, concluant à ce que le dit refus soit annulé et l'Office tenu de suivre à la procédure prévue par l'art. 111 LP. A l'appui de ces conclusions, dame Zurbrügg exposait que le délai de 40 jours dès la saisie, fixé par l'art. 111 LP pour la demande de participation, s'est trouvé suspendu par le procès qu'elle a dû soutenir pour faire reconnaître sa revendication de propriété du mobilier saisi; que, revendiquant la propriété de ce mobilier, elle ne pouvait en même temps demander à participer à la saisie qui en avait été faite.

C. — L'autorité cantonale de surveillance a écarté la plainte par les motifs suivants: Le fait que dame Zurbrügg se prétendait propriétaire du mobilier saisi au préjudice de son mari ne l'empêchait pas de demander sa participation éventuelle à la saisie pour le cas où la revendication ne serait pas admise. Le seul procès qui pouvait interrompre le délai de l'art. 111 LP était celui qui se serait déroulé entre dame Zurbrügg et tout contestant relativement à la créance pour laquelle elle aurait demandé à participer à la saisie. Or, dame Zurbrügg ne soutient pas qu'un procès de ce genre ait été fait. Sa demande de participation était donc tardive.

D. — Dame Zurbrügg recourt au Tribunal fédéral contre ce prononcé; elle reprend ses conclusions antérieures et les arguments invoqués à l'appui.

Statuant sur ces faits et considérant  
en droit:

1. — L'inobservation du délai fixé par les articles 110 et 111 LP entraîne la péremption du droit de participer à la saisie, quel que soit le motif pour lequel la participation n'a pas été requise, ou n'a pu l'être en temps utile. Par conséquent, même si la revendication des objets saisis et le procès qui s'en est suivi avaient eu pour résultat de mettre dame Zurbrügg dans l'impossibilité de requérir en temps utile sa participation à la saisie du 23 octobre 1913, dame Zurbrügg devrait en supporter les conséquences; elle ne saurait se prévaloir de cette impossibilité pour prétendre participer à la saisie après l'expiration du délai légal.

Mais, en réalité, dame Zurbrügg n'était pas dans l'impossibilité de requérir en temps utile sa participation à la saisie. Rien ne l'empêchait de demander d'y participer à titre éventuel, pour le cas où sa revendication serait écartée; elle sauvegardait ainsi ses droits. D'autre part, on ne saurait exposer le créancier saisissant au risque de soutenir le procès en contestation de la revendication, tout en demeurant dans l'ignorance absolue des prétentions que le conjoint du débiteur peut faire valoir en raison de son privilège et qui peuvent rendre illusoire le gain du procès. Le créancier au bénéfice de la saisie a le droit d'être éclairé en temps voulu sur ces prétentions, de manière à pouvoir renoncer à soutenir le procès contre le conjoint revendiquant, s'il estime la créance privilégiée du conjoint fondée. Lorsque la participation à la saisie n'est requise qu'à titre éventuel, l'office surseoir aux assignations de délai prévues à l'art. 111 al. 2 LP, jusqu'à droit connu sur la revendication, par analogie à la procédure à suivre en cas de participation à une saisie provisoire. (Comp. RO éd. spéc. 15 n° 14\*.)

\* Ed. gén. 38 I n° 41.

2. — Le moyen consistant à dire que le délai de 40 jours prévu par l'art. 111 LP pour les demandes de participation des créanciers privilégiés aurait été suspendu pendant la durée du procès en contestation de la revendication est dénué de fondement. La disposition nouvelle d'après laquelle « la durée d'un procès ou d'une poursuite n'entre pas en ligne de compte » ne s'applique qu'au délai d'un an dont il est question dans le même article, et non pas au délai de participation de 40 jours. Aux termes de l'art. 111 LP, le droit du conjoint du débiteur de participer à la saisie sans poursuite préalable ne peut être exercé que si la saisie a été opérée pendant la durée du mariage, ou dans l'année qui a suivi sa dissolution. C'est uniquement ce délai d'un an qui se trouve suspendu par une poursuite ou un procès introduits contre le débiteur et ayant pour objet la créance pour laquelle la participation est requise.

Par ces motifs,

la Chambre des poursuites et des faillites

prononce :

Le recours est écarté.

**52. Sentenza 8 luglio 1915, nella causa Amministrazione fallimentare del Credito Ticinese.**

Dovendo un' amministrazione fallimentare decidere dell'ammissione in graduatoria di un credito insinuato sotto condizione e cioè per il caso in cui una data rivendicazione fosse respinta, essa non potrà liquidare le due questioni nella graduatoria, ma dovrà conoscere anzitutto della rivendicazione, procedendo, se del caso, a stregua dell'art. 242 LEF e poi pronunciarsi sulla collocazione in graduatoria delle somme rappresentanti i beni che il creditore intendeva rivendicare.

A. — I signori Luciano Antognini in Bellinzona, Eredi Catterina Sciaroni in Brione sopra Minusio e Giovanni

e Francesco Veglio in Corzoneso avevano depresso dei titoli presso la Banca il Credito Ticinese in Locarno, ora in fallimento. Questi titoli furono poi distratti e cioè dati abusivamente a pegno dagli organi di detta Banca.

L'Amministrazione fallimentare del Credito, rispondendo a richiesta di rivendicazione dei titoli da parte dei deponenti, comunicava loro di aver collocato in quinta classe il valore rappresentante i titoli distratti « ritenuto che la somma riconosciuta sostituisce i titoli, i quali restano avvocati alla massa. »

B. — Con gravame 23 aprile 1915 i surreferiti deponenti domandavano all' Autorità di Vigilanza di sostituire detta clausola colla seguente ; « Il credito è ammesso » in e per il caso l'eventuale azione di rivendicazione » avesse ad essere respinta. »

L'Autorità di Vigilanza ammise il ricorso nel senso che eliminò puramente e semplicemente l'aggiunta apposta dall' Amministrazione fallimentare all'ammissione dei crediti dei deponenti « ritenuto che ecc. ». Donde il presente ricorso dell'Amministrazione del fallimento del Credito Ticinese al Tribunale federale, col quale si domanda che, dichiarato infondato il ricorso dei deponenti all'istanza cantonale, venga ripristinata nel suo integrale tenore la clausola eliminata ;

Considerando in diritto :

1. — I sunnominati deponenti hanno rivendicato in primo luogo la proprietà dei titoli deposti presso la Banca : la collocazione del valore corrispondente ai titoli era subordinata all'eventualità che l'Amministrazione fallimentare non fosse in grado di restituirli. L'Amministrazione avrebbe dovuto conoscere anzitutto della domanda di rivendicazione ; se essa credeva che la rivendicazione non fosse ammissibile nei rapporti della massa, non più in possesso dei titoli e quindi non più in grado di restituirli, l'Amministrazione avrebbe dovuto contestarla ed impartire ai rivendicanti il termine dell'art.